

@rib News, 13/04/06 - POLITIQUE

Corruption au CNDD-FDD : NYANGOMA exige une enquête parlementaire

DECLARATION DU CNDD DU 13 AVRIL 2006 SUR LES TURPITUDES DU CNDD-FDD

0. Le parti CNDD suit avec attention la situation politique et socio-économique du pays et voudrait porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale ce qui suit :
1. Le CNDD vient d'apprendre de la part des députés membres influents du parti au pouvoir qu'il y a eu malversations, corruption, trafic d'influence et financement occulte de ce parti, le CNDD-FDD. Il a été dévoilé au grand jour dans leurs échanges épistolaires et déclarations à la presse que finalement les dossiers qui sont supposés être traités par les membres du gouvernement le sont par la direction du parti dans le seul but d'opérer des détournements, la mauvaise gestion, la corruption et le financement occulte du parti CNDD-FDD.
 2. Le parti CNDD n'a jamais cessé de dénoncer de telles pratiques et ce qui vient de se passer confirme que le pouvoir actuel est dirigé par des personnes qui se soucient, non pas de l'intérêt du peuple burundais tant meurtri par douze ans de guerre, de famine et de pauvreté, mais plutôt de remplir leurs propres poches. En effet, nous nous sommes toujours posé la question de savoir qui est responsable de la gestion du pays, entre le Gouvernement et le parti CNDD-FDD. La réponse vient d'être donnée par deux protagonistes dans le conflit interne du parti au pouvoir : Le président du parti CNDD-FDD et le Commissaire général chargé du Suivi et de l'évaluation.
 3. Dans nos récentes déclarations et plus particulièrement dans nos rapports trimestriels sur l'action gouvernementale, nous avons dénoncé avec énergie les détournements qui avaient été opérés par le Ministre de la bonne gouvernance, le Ministre de la solidarité nationale, le Ministre du commerce et de l'industrie et la violation de la loi en ce qui concerne les passations des marchés publics.
 4. Par leurs propres déclarations, le président du parti CNDD-FDD l'honorable Hussein Radjabu et le commissaire général chargé du suivi et de l'évaluation, l'honorable Mathias BASABOSE viennent de révéler à l'opinion les pratiques de corruption et de mauvaise gestion dans lesquelles ils sont impliqués sur les dossiers suivants :
 - a. L'approvisionnement en carburant négocié en dehors de toute réglementation en la matière dans l'intention de concurrencer déloyalement les importateurs burundais.
 - b. Le trafic d'influence et la corruption dans l'attribution du marché de la construction de la route Bujumbura – Rumonge.
 - c. Le trafic d'influence dans les dossiers Telcel et auprès d'autres opérateurs économiques avec l'intention de s'enrichir sur les dos du peuple Burundais.
 - d. La corruption dans l'attribution du marché du haricot destiné à la police nationale.
 - e. L'attribution du marché du sucre aux membres du CNDD-FDD au pouvoir sans passer par des procédures légales. La liste n'est pas exhaustive : elle pourrait être longue.
 5. Le parti CNDD fait le constat malheureux que finalement le Gouvernement a démissionné dans ses prérogatives constitutionnelles au profit d'un parti politique agissant dans l'ombre et l'illégalité par certains de ses membres.
 6. Compte tenu de cette situation désastreuse, le CNDD demande :
 - a. Au gouvernement du Burundi de mener sans tarder une enquête sur les cas déjà révélés.
 - b. Au parlement de constituer immédiatement une commission spéciale d'enquête parlementaire auprès des membres du gouvernement et du parlement déjà cités par les protagonistes et tous ceux qui pourraient être, d'une façon ou d'une autre, impliqués dans ces cas de corruption, de mauvaise gestion, de trafic d'influence et d'enrichissement illicite.
 - c. Au pouvoir judiciaire, particulièrement le parquet général de la République, le CNDD demande de se saisir rapidement de telles révélations et de mener des enquêtes en vue de la répression de ces forfaits.
 - d. Aux bailleurs de fonds de redoubler de vigilance en ce qui concerne l'affectation et la gestion des aides accordées au gouvernement du Burundi pour éviter que les aides destinées au développement du pays ne soient amputées d'une part importante au profit illégitime de quelques individus ou du parti au pouvoir. La communauté internationale devrait lier son aide et sa coopération à la bonne gouvernance et au respect des règles de la transparence démocratique.
 - e. A toutes les forces vives : syndicats, organisations des jeunes et des femmes, partis de l'opposition, le CNDD les exhorte à se mobiliser afin d'exiger la démission et le jugement des personnalités convaincues de corruption ainsi que la levée de l'immunité des parlementaires compromis afin qu'ils puissent répondre de leurs actes devant la loi.

Fait à Bujumbura le 13 avril 2006
 Pour le Parti CNDD
 Le Président
 Honorable Léonard NYANGOMA